



Rapport d'activités Centre social Sud Gironde Année 2018

Le Sud Gironde, Une terre d'accueil ?

Notre association ADAV 33 centre social sud Gironde intervient depuis plus de 35 ans sur le territoire Sud Gironde. D'un territoire restreint, Toulence et ses alentours, nous avons développé notre action pour progressivement embrasser un territoire plus vaste et finalement aujourd'hui être mobilisable sur tout l'arrondissement préfectoral du Sud Gironde.

Le territoire d'intervention est donc principalement rural et est caractérisé par une multiplicité d'acteurs notamment d'élus et de collectivités locales. De Captieux à la Réole, en passant par Cadillac ou Portets, le territoire apparaît comme très étendu. Il est pourvoyeur d'une demande en main d'œuvre agricole très importante, si considérable aujourd'hui que la main d'œuvre locale ne suffit plus pour assurer l'ensemble des travaux agricoles.



On assiste donc depuis plus de cinq années à l'apparition d'une main d'œuvre sur le marché du travail local constituée de travailleurs saisonniers de nationalité européenne, principalement issus des pays européens les plus « pauvres » espagnols, portugais, roumains. Cette main d'œuvre est utilisée souvent par des prestataires viticoles qui emploient sans grand discernement du personnel souvent peu qualifié et finalement peu exigeant sur ses conditions de travail.

Cette « uberisation » du travail saisonnier participe à une précarisation réelle des conditions de vie et de travail des publics agricoles saisonniers. Absences de stationnement ou de logement, problèmes d'accès à l'hygiène, recrudescence des problèmes de santé non soignés qui nécessitent souvent des orientations vers les services d'urgences de l'hôpital.

Centre social ADAV 33 Sud Gironde
ZI de Dumes Rue Condorcet 33210 Langon
☎ 05 56 76 26 30 email adav33.langon@wanadoo.fr

Les travailleurs saisonniers que notre centre social rencontre au quotidien ont très souvent des problèmes d'accès à la langue française et à la compréhension de notre société et de son système de protection sociale. Même si ils ont des droits au travail et à la protection sociale en France, très souvent, ils ne les font pas valoir car les obstacles sont importants et la précarité des situations sociales crée souvent une urgence du quotidien et une barrière supplémentaire.

Le centre social de l'ADAV rencontre ces personnes et familles dans un premier temps dans le cadre de l'élection de domicile. Aujourd'hui les demandes d'élection de domicile concernent majoritairement les travailleurs saisonniers européens. De notre position d'accueil et de rencontres avec ces personnes et familles, nous avons pu identifier ces nouvelles formes de précarité que rencontrent ces travailleurs pauvres. Des indicateurs forts émergent de notre observation ; par exemple, les demandes d'aide alimentaire formulées majoritairement par ces publics, ont complètement explosé en 2018, 5 fois plus de sollicitations pour de l'aide alimentaire auprès des associations caritatives du territoire. Les orientations pour des actes de soin d'urgence auprès du service PASS de l'hôpital ont-elles aussi connu un fort développement et notre partenariat avec l'hôpital s'est considérablement renforcé.

Des demandes d'accès à des douches, à du logement ou bien à des cours de français font également partie des demandes entendues très régulièrement. Si le Sud Gironde est effectivement une terre d'accueil et de passage pour tous ces travailleurs saisonniers, c'est à l'image du très identifié « couloir de la pauvreté » qui traverse la Gironde et toutes ses zones agricoles. Ainsi, face au désengagement progressif des grands châteaux qui assuraient un accueil global de ses travailleurs, la société sud Girondine se retrouve face à ces difficultés d'accueil qui empirent d'année en année. Notre association accueille ces travailleurs saisonniers et tente d'apporter sa modeste contribution à cette problématique mais, nul doute que ses efforts, s'ils restent isolés, ne suffiront pas pour faire du Sud Gironde une terre d'accueil.

Fabrice Lantoine

Pour aller plus loin...

Lire le livre de la journaliste Ixchel Delaporte avec qui nous avons travaillé et qui a rencontré par notre intermédiaire des travailleurs saisonniers en Sud Gironde.

Ixchel Delaporte les raisins de la misère éd du Rouergue



Ixchel Delaporte
les raisins de la misère
une enquête sur la face cachée
des châteaux bordelais

Les évènements majeurs en 2018



- Diagnostic et accompagnement des familles pour le projet de logement de St Pierre de Mons
- Poursuite du projet d'acquisition de nos locaux à Toulence
- Accompagnement du pré-projet de terrain familial de Portets
- Ecriture du pré projet de réseau d'alimentation social et solidaire porté par le CALS (collectif pour l'animation locale en Sud Gironde)
- Participation à la création du collectif de lutte contre l'illettrisme en Sud Gironde

Une équipe au service du projet

Un conseil d'administration

L'Association et ses Administrateurs mènent des démarches visant à mobiliser les divers acteurs – décideurs de la vie sociale que sont les élus, les représentants de l'État, les collectivités et les responsables des administrations.

Une équipe de salariés

Les actions sont assurées par des **professionnels de l'action sociale et éducative**, avec la libre adhésion des familles.

- **1 Directeur de l'antenne à temps plein** : M Fabrice Lantoine
- **1 Chargé de médiation scolaire / accès aux loisirs à temps plein** : Léa Légise apprentie éducatrice spécialisée depuis septembre 2018
- **1 Assistante sociale / intervenante sociale à temps plein** : Mme Angelina Leao
- **1 intervenant socio administratif / coordination accueil à 0.80 ETP** : M Romain David
- **1 éducateur spécialisé Territoire de Portets Castres à 0.15 ETP** : M Christophe Carreno
- **1 conseillère en économie sociale à 0.15 ETP** : Manon Vivalda
- **1 chargé d'insertion par l'économique à 0,10 ETP** : M Alain Llonin
- **1 chargé de mission service civique accueil et accès au numérique à 0.6ETP** Me Sara Guicheteau

L'ADAV 33 Une association au service d'un projet

DES MISSIONS GLOBALES

- Favoriser l'autonomie et la **promotion sociale** des Voyageurs et personnes itinérantes,
- Favoriser la **mixité sociale et culturelle** sur le territoire,
- **Prévenir les situations de pauvreté** et participer à l'inclusion sociale des publics précaires,
- Favoriser l'accès aux droits, le **respect des devoirs** et l'accès à la **citoyenneté**,

DES GRANDS TYPES D' ACTIONS

Des actions visant à **réduire la précarité des personnes les plus démunies** et vulnérables et favoriser l'accès aux droits sociaux.

Des **actions de prévention, d'accompagnement social, éducatif et d'insertion** directement auprès des familles et personnes isolées.

Des **actions d'appui technique** auprès des services de droit commun amenés à rencontrer les Voyageurs et itinérants, afin de les aider à prendre en compte la spécificité des situations et à construire des réponses adaptées.

Des actions relevant du **développement social et de l'innovation sociale sur les territoires**.

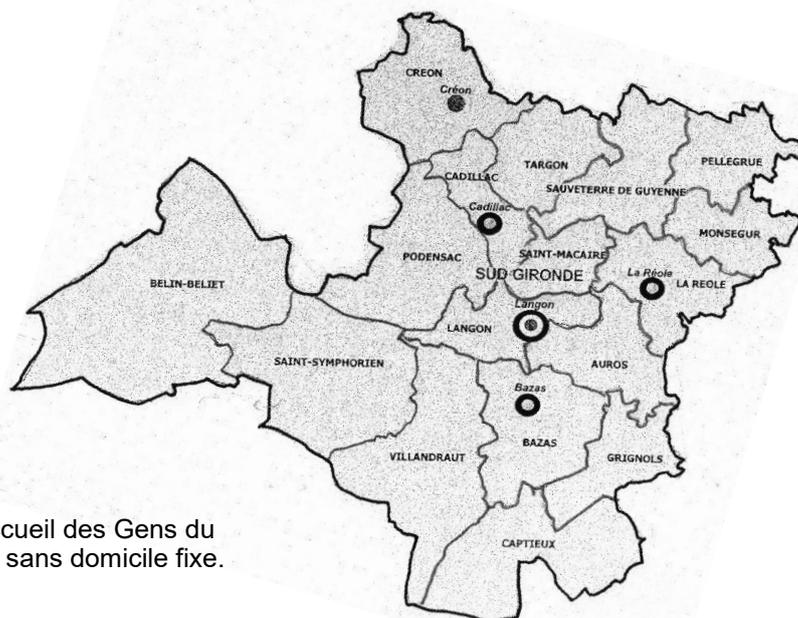
Des actions d'**Information**, de **Formation**, de **Médiation**, de **Conseil Technique** ou d'**Expertise**, auprès des divers acteurs de la vie locale (Élus, services de l'État, services des Collectivités locales, Associations, etc...).

UN TERRITOIRE

- ¼ de la **Gironde** comprenant l'arrondissement de Langon, la CDC du Val de Leyre et une partie de la CDC de Montesquieu

-à **Dominante rurale et semi rurale**, avec de fortes zones d'implantation des familles sur les environs De Langon, La Réole, St Macaire, et Portets Castres / Gironde

Avec une répartition inégale des populations accueillies et des besoins



Un territoire en manque d'équipement pour l'accueil des Gens du voyage, des travailleurs européens précaires, des sans domicile fixe.

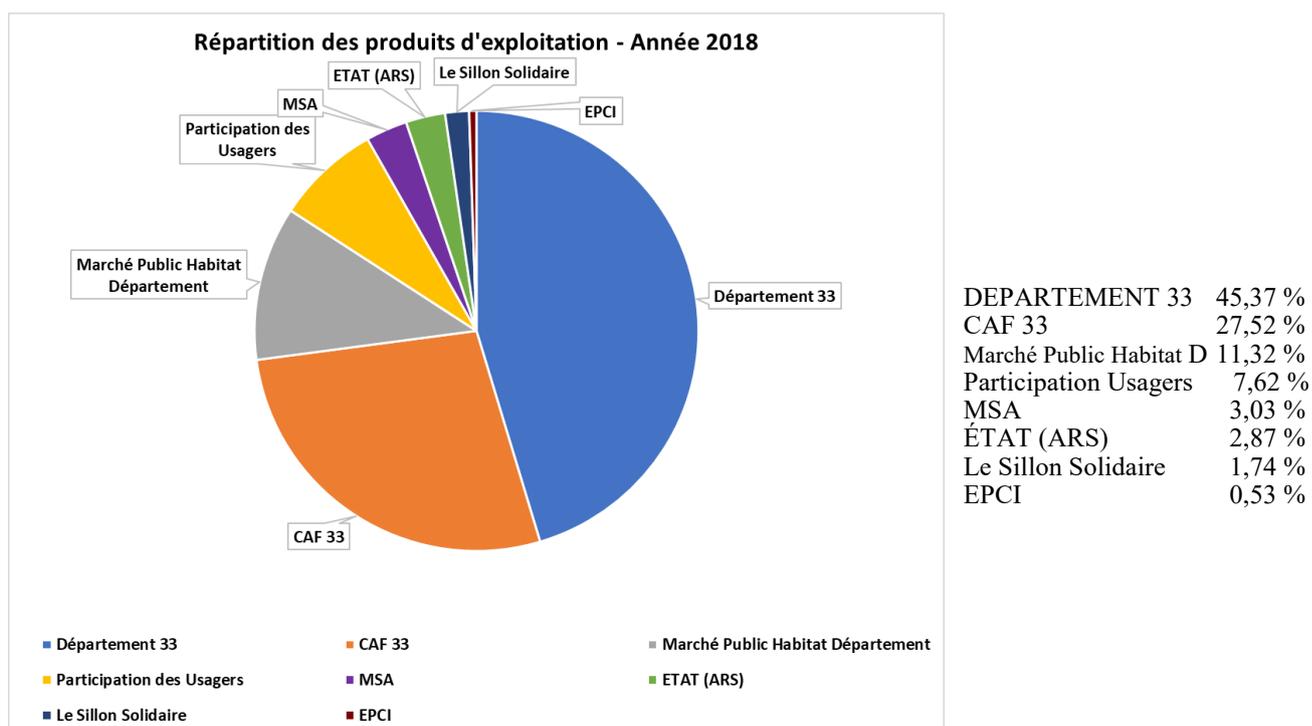
-Un territoire en recomposition politique conséquence de la loi NOTRE des projets sociaux de territoire à conforter et développer.

Un service structuré en thématiques d'intervention

- **L'habitat** dans toutes ses dimensions: du stationnement des caravanes à l'habitat "banalisé", l'habitat adapté, la résorption de l'habitat insalubre ou illégal
- **L'accès aux droits sociaux, l'élection de domicile et le RSA , l'accès au numérique** pour les gens du voyage et personnes itinérantes, travailleurs saisonniers européens ou sans domicile stable
- **La scolarisation** et la **formation** des jeunes
- **L'aide à la création d'entreprise et l'accès à l'emploi**
- La **santé**, les actions de prévention santé et citoyenneté
- **La culture, les loisirs et les vacances**
- **L'accompagnement spécifique des familles les plus démunies, l'intervention sociale territoriale**
- Des actions de **développement social local**
- **Des actions de conseil / formation** auprès des acteurs éducatifs et sociaux, auprès des élus

Les financements 2018

Les financements sont liés au fonctionnement global de la structure ou bien directement aux projets développés par l'équipe du centre social. Les financements restent stables sur l'année 2018. La participation des usagers augmente sensiblement.



**Les nouveaux locaux du
centre social ADAV 33
Sud Gironde à Toulenne
3 rue de l'église**

**Livraison au
Deuxième semestre 2019**



Un espace d'accueil inconditionnel, d'écoute et d'orientation pour tous



**Recevoir son courrier, être accompagné dans ses démarches du quotidien
et son accès aux droits**



Avoir accès à Internet, recharger son portable, faire des démarches numériques



Pouvoir se laver



Laver son linge à coût solidaire



Boire un café, rencontrer d'autres personnes



Se documenter, être conseillé, avoir accès à ses droits



Organiser des réunions, des actions collectives ou des formations

Regards croisés sur la grande pauvreté

Nadia a 21 ans. Elle vit dans la rue avec ses deux chiens depuis sa sortie de foyer à 18 ans, où elle avait été placée à son adolescence. Nadia arrive de Suisse et malgré son jeune âge, elle a une grande expérience de la rue, de ses combines et de la survie au quotidien. Nadia est toxicomane depuis plusieurs années et a déjà « tout essayé » comme elle nous le raconte. Elle est arrivée en Sud Gironde avec un ami pour travailler à la vigne et vit dans une vieille caravane délabrée qui prend l'eau sur le terrain d'une maison squattée par des connaissances, eux aussi travailleurs saisonniers.

Elle est venue chercher au centre social une adresse ainsi qu'un soutien tant moral que matériel. Quand nous la rencontrons pour la première fois, Nadia n'a rien, pas de nourriture, pas de vêtements, pas d'argent et nous sommes surpris de la grande précarité dans laquelle elle se trouve. Nous l'accompagnons très vite vers les différentes associations caritatives présentes sur le territoire, telles que Partage sans Frontières, basée à Saint Macaire, qui lui fournit des vêtements, de la vaisselle et un lit, ou encore le Secours Catholique de Langon, qui lui fournit une aide financière pour faire ses courses.

Erik, la quarantaine, est arrivé à Langon pour chercher du travail saisonnier. De

nationalité espagnole, il travaille en France depuis quelque temps et arrive d'une saison en Corse. Il vit dans la forêt avec son chien et dort dans sa voiture.

Il a entendu parler de notre association par de nombreux travailleurs saisonniers espagnols, domiciliés au centre social. Erik a de nombreux problèmes de santé qu'il n'a pas soignés car, pour lui, les démarches d'accès aux soins sont bloquées, ses droits ne sont pas à jour.



Après l'avoir domicilié, nous l'accompagnons vers le service de la PASS de l'hôpital de Langon (Permanences d'accès aux soins de santé). Nous arrivons en parallèle à démêler les obstacles administratifs qui l'empêchaient de se soigner et réactivons avec lui son droit à la couverture santé.

Il emménage également dans le squat, où il a retrouvé certains de ses amis, dont Nadia, qui vient d'intégrer le dispositif de la Garantie Jeunes avec la Mission Locale Sud Gironde de Langon.

Nadia nous fait part de ses difficultés de logement, sa caravane n'est pas étanche et souvent elle nous rend visite en détresse avant de se rendre à la Mission Locale. Nous proposons à Nadia de l'orienter vers le CCAS de Langon, qui met à sa disposition pendant quelques semaines un logement d'urgence.

Erik, quant à lui, a vendu sa voiture et il dort maintenant dans une cabane montée à Saint Macaire par un collectif de personnes issues du mouvement des gilets jaunes. Après avoir été contraints de quitter le rond-point de l'autoroute de Langon, ils ont créé ce lieu et ils reçoivent quotidiennement des dons d'argent et de nourriture. La cabane est devenu un lieu solidaire où on se serre les coudes tous ensemble. Erik y dort avec son chien, rencontre de nouvelles personnes et il participe à la vie de cet espace. Quelques jours plus tard, Nadia est venue nous trouver en nous indiquant qu'elle n'avait pas mangé depuis deux jours et qu'elle ne percevrait les 460€ alloués par la Garantie Jeunes que la semaine suivante. Les différentes associations étant fermées à ce moment-là, nous décidons de joindre le collectif de Saint Macaire, qui a pu l'accueillir et lui fournir un repas.

Fin 2018, Erik ne trouve pas de travail et il effectue alors une demande de RSA avec notre assistante sociale. Il lui manque juste un RIB pour finaliser son dossier. Toutes les banques auquel il s'adresse refusent de lui ouvrir un compte en banque, Erik n'est pas solvable, il n'a pas de travail et pas de logement. Nous appliquons donc avec lui la procédure de droit au compte avec la Banque de France, qui lui permet, sous 8 jours, d'ouvrir un compte en banque. Malheureusement, sa carte d'identité est périmée. Nous contactons donc le consulat d'Espagne à Bordeaux pour entamer les démarches de réalisation d'un passeport, qu'il recevra trois semaines plus tard. S'ensuivirent l'ouverture du compte bancaire, de ses droits au RSA et à la prime d'activité. Il a maintenant des ressources mensuelles.

Nadia de son côté a trouvé un logement et est venu nous trouver pour la demande au FSL de paiement du premier mois de loyer, de la caution et de la garantie contre les loyers impayés. Elle reçoit le même jour que l'accord du FSL un courrier du centre des Finances Publiques de Nice demandant le recouvrement des amendes majorées non réglées depuis 3 ans. Nous réalisons une évaluation sociale et demandons une remise totale ou partielle de la dette.

Malgré cela, Nadia a pu emménager dans un appartement à Langon avec ses deux chiens. Elle a repris le travail à la vigne et vit avec son nouveau compagnon. Erik, lui, a trouvé un emploi saisonnier du côté de Grenoble et nous tient informé de l'évolution de sa situation. La cabane des gilets jaunes de Saint Macaire s'est agrandie et un marché de producteurs locaux y est organisé fréquemment.

Romain David

Saint Pierre de Mons : Vers la fin de la route du bas

L. a 27 ans. Elle est née à Tarbes, là où vivaient ses parents. Elle s'est mariée à 17 ans avec D. et est venue s'installer en Sud-Gironde d'où est originaire sa belle-famille.

Les parents de D. sont nés à Langon et à l'époque où L. est arrivée, ils stationnaient leurs caravanes sur un terrain, sur la Route du Bas à Saint Pierre de Mons.



Ce terrain avait été désigné par le maire de la commune pour deux grandes familles de Voyageurs qui stationnaient autour de Langon depuis de très nombreuses années. Cet emplacement devait être provisoire, en attendant que des terrains familiaux puissent être construits puisque ces familles vivaient de manière sédentaire sur le Territoire : les maris travaillaient dans les vignes ou comme ferrailleurs et les enfants allaient à l'école des Gens du Voyage à Toulence.

En 1993, un premier groupe familial a été installé plus haut sur la commune et quelques années plus tard, un lotissement a été construit pour les accueillir confortablement : 6 maisons en location type PLAI auprès d'un bailleur social (Aquitanis).

Mais les beaux-parents de L. n'ont pas eu cette chance. On leur a dit de patienter sur le terrain de la Route du Bas et que leur tour viendrait, dans

quelques années.

Et depuis une quarantaine d'années, ce sont plus de 10 familles qui vivent sur ce terrain : une grande place entourée de champs et de peupliers, située en bord de Garonne. Un seul point d'eau et d'accès à l'électricité : les conditions de vie sont très précaires et chaque hiver, il y a la crainte que la Garonne sorte de son lit et vienne emporter les caravanes si elles n'ont pas été évacuées assez tôt.

Les grands-parents de D. ont élevé tous leurs enfants sur cette place et certains d'entre eux sont restés et y ont installé leur propre famille.

Cette place a été marquée par tous les événements de la vie d'une famille : les bons comme les mariages, les naissances et les baptêmes mais aussi les plus tristes comme le décès accidentel du grand-père de D. en 2007.

Même si les conditions de vie sont très mauvaises, certaines personnes n'ont connu que celles-là : c'est le cas de D. qui a grandi ici et qui aujourd'hui y élève ses trois enfants.

La vie s'est organisée au gré des saisons ; la grand-mère de D. a planté des fleurs pour honorer la mémoire de son mari et elle les entretient avec passion.

En 2015, D. est devenu auto entrepreneur ; il récupère la ferraille comme son père. L., s'occupe de ses enfants mais ses conditions de vie ne lui conviennent plus ; elle aimerait avoir accès à un logement comme ses voisins, plus haut.

Alors, quand en 2018, on lui parle d'un nouveau projet pour reloger tout le

groupe familial, un peu plus haut dans le village, L. est enthousiaste pour elle mais surtout pour ses enfants.

Elle répond aux questions que lui posent l'architecte qui a été désigné pour travailler sur ce projet avec les membres de l'équipe du Centre Social.

Ensemble, ils réfléchissent à l'habitat qui serait le mieux adapté à leurs souhaits : un logement classique ou une pièce à vivre avec cuisine et sanitaires et un emplacement couvert pour garder la caravane pour dormir ?

L. apprend que, pendant les travaux de construction des logements, tout le groupe familial sera déplacé et relogé juste à côté du chantier : les familles devraient passer le prochain hiver au sec.

En parallèle avec tous les préparatifs des travaux, le Centre Social a monté un projet « de souvenirs » avec un photographe pour immortaliser les derniers moments passés sur ce terrain et évoquer les souvenirs qu'il renferme. Le photographe vient régulièrement rendre visite aux familles, leur propose de faire des photos : des lieux ou des personnes si elles le souhaitent et recueille leurs souvenirs. Les enfants de L. et D. se prêtent volontiers au jeu et aiment être photographiés mais surtout regarder les photos déjà prises.

L. espère que, le jour de l'inauguration de son nouveau terrain familial, une exposition des photos sera présentée pour rappeler à tout le monde le chemin parcouru...

Angéline Léao

1 – L'ACTIVITE 2018/ ÉLECTION DE DOMICILE / SERVICE SOCIAL / RSA

Élection de domicile

L'augmentation des demandes d'élections de domicile est constante puis plusieurs années : Cette augmentation est liée essentiellement aux demandes nombreuses des travailleurs saisonniers européens qui constituent aujourd'hui une part importante des personnes que nous accueillons dans le cadre de ce service. Cette évolution est réalisée au sein du service à moyens constants et aujourd'hui le grand nombre de familles reçues interroge le fonctionnement et la qualité de notre accueil.

Une réflexion est à mener avec les acteurs du territoire pour mieux répartir l'accueil des travailleurs saisonniers et leurs demandes de domiciliation.

Évolution du nombre de domiciliations sur 4 années

2015	2016	2017	2018
181	277	350	407

A quoi sert une élection de domicile ?

- L'élection de domicile permet de recevoir son courrier dans un CCAS ou une association agréée. Elle est fondamentale pour les personnes ou familles sans domicile stable pour avoir accès à l'ensemble de leurs droits.
- Elle donne droit à l'ouverture du compte en banque
- Elle favorise l'accès aux droits sociaux et santé (CAF, MSA, sécurité sociale, Pôle Emploi...)
- Elle donne droit également à faire valoir ses droits civils et civiques (par exemple faire une carte d'identité, une carte grise, une carte d'électeur)

Accès aux droits sociaux / Lutte contre la précarité Le service d'accès aux droits sociaux est mis en œuvre par l'assistante sociale du centre social Angéline Léao. Ce service travaille en étroite relation avec l'ensemble des services sociaux existants dont les principaux sont les MDSI du secteur, la MSA, la CPAM, L'Assurance Retraite, les services de la CAF.

Nous notons cette année une **importante augmentation des demandes de secours alimentaires**, 103 orientations contre 22 l'année dernière. Ce contexte crée des tensions avec les associations caritatives notamment le secours catholique qui n'arrive pas à contenter toutes les demandes.

RSA Le centre social est référent RSA auprès des services du Département. Il accompagne principalement les familles domiciliées dont l'itinérance importante ou les conditions de vie très précaires freinent de manière significative l'accès à l'emploi des allocataires RSA. Nous sommes également appui techniques auprès des autres allocataires suivis par les services de droit commun (MDSI, MSA, Pôle Emploi, Missions locales...)

Permanences sociales 80 permanences ont été mises en œuvre dans l'année soit 225 personnes reçues; 55 permanences sans rendez-vous ont été également réalisées.

L'Accès aux droits numériques

Aller vers l'autonomie numérique, c'est possible !

La dématérialisation généralisée des services publics suit son cours. Progressivement la plupart des grands services publics (CAF, pôle emploi, Impôts, ANTS) est accessible de façon quasi essentielle par l'usage d'un ordinateur ou bien d'un smartphone.

Certains de nos usagers qui sont autoentrepreneurs doivent maintenant déclarer leurs chiffres d'affaire trimestriels sur leur compte en ligne de l'URSSAF. Autant dire que l'usage du numérique est devenu incontournable dans nos relations avec toutes ces institutions. Quand il est bien utilisé, il peut également permettre de gagner un temps précieux en traitement de dossiers et en réactivité des administrations.

Les allocataires des minimas sociaux que nous rencontrons quotidiennement viennent donc chercher au centre social un accompagnement pour effectuer leurs démarches en ligne. Bon nombre d'entre eux vivent en caravanes, en camion ou dans des constructions provisoires. Ce qu'ils recherchent, c'est l'assurance que ces démarches soient bien effectuées. Ce que nous souhaitons, c'est qu'à terme, une majorité d'usagers puisse les réaliser eux-mêmes à partir de leur propre matériel. De nombreuses familles sont aujourd'hui équipées de smartphones, ce qui leur permet d'obtenir une autonomie relative avec l'installation d'applications développées par les différents services.



Outre le fait que ces applications sont accessibles gratuitement en échange d'une certaine forme de «google-dépendance» (l'adresse mail de google étant obligatoire sur smartphone pour télécharger toute application), et que les méthodes alternatives à cette situation nécessitent des compétences informatiques conséquentes, nous avons la possibilité d'expliquer, de faire faire, de rassurer, de valoriser les réussites, si minimes soient-elles, et d'encourager les usagers à devenir autonome sur des démarches simples et récurrentes.

Nous observons également que certaines familles commencent à s'équiper d'ordinateur portable et d'imprimante-scanner, ce qui représente un deuxième niveau d'équipement. Ils communiquent ainsi par mail avec les administrations en envoyant leurs documents. Cela concerne un nombre très réduit de familles mais cela démontre que malgré les difficultés rencontrées, en lien avec les différentes situations d'illettrisme qui varient en fonction des familles, tout est possible.

La mise en place au sein de nos futurs locaux de point d'accès internet en libre-service, avec ou sans accompagnement, nous permettra de développer davantage l'autonomie numérique de nos publics.

Romain David



Collectif **Agir Contre L'Illettrisme en Sud-Gironde**

collectif.acisg@gmail.com

En septembre 2017, à l'occasion des Journées Nationales de lutte contre l'illettrisme, deux élus du Sud Gironde invitent les différentes structures et collectivités territoriales locales à une réunion de réflexion sur cette thématique. A l'issue de cette rencontre, un groupe de travail est créé, comprenant deux organismes de formation, ORFIE et l'INSUP, l'association l'ACLE, le CLAP-CRI de Bordeaux, le centre social ADAV 33 Sud Gironde et la Mission Locale Sud Gironde.

Le groupe de travail s'est constitué en collectif informel en fin d'année 2018 et a organisé en novembre une réunion de travail en réunissant différents acteurs du territoire sur la question de l'illettrisme. Plusieurs groupes de travail ont pu faire évoluer les réflexions communes sur l'organisation et la mise en réseau des différents protagonistes, du repérage à l'orientation.

L'objectif de ce groupe est de créer une dynamique partenariale autour de la lutte contre l'illettrisme. Après avoir réalisé un constat de la situation locale, l'idée de la mise en place d'une plateforme de lutte contre l'illettrisme voit le jour. Cette plateforme aurait pour vocation de recevoir toute personne souhaitant s'inscrire dans un parcours de formation adapté afin d'améliorer leur compétence de communication en français, qu'elle relève de l'illettrisme ou du Français Langue Etrangère. Un diagnostic initial pourrait être réalisé et serait suivi d'une orientation vers une actions de formation. Tout au long du parcours un accompagnement et un suivi de la personne est réalisé. Il s'agira également de former et développer un réseau de repéreurs qui seront chargés d'être des relais de terrain du quotidien pour l'illettrisme ne soit pas une honte subie, synonyme d'un échec scolaire, mais bien une problématique à résoudre ensemble.

L'année 2019 sera tournée vers l'écriture d'un projet permettant l'étude de faisabilité et la mise en place de cette plateforme, qui travaillera en partenariat avec les organismes de formations, les associations de bénévoles et les Espaces de Vie Sociale, sur un territoire à l'échelle de l'arrondissement de Langon. Le collectif participe également chaque année aux Journées Nationales de lutte contre l'illettrisme qui ont lieu au mois de Novembre.

2 – L'ACTIVITE 2018 / HABITATS

Prêts très sociaux caravane

Nous avons instruit cette année 4 prêts CAF, 2 caravane et 2 pour des groupes électrogènes. Ces prêts ont été acceptés. Un autre prêt, obtenu par l'intermédiaire de la Fondation Abbé Pierre à permis l'obtention d'une caravane pour une personne seule. Il faut préciser que l'accès à ces prêts est conditionné par des conditions de grande précarité et une évaluation sociale des conditions de vie de chaque famille demandeuse.

Accès au logement

13 demandes de recherches de logement ont été accompagnées par notre service cette année. 5 demandes de FSL accès au logement ont été instruites et ont reçu un accord du FSL.

Habitat Individuel

En 2018, nous avons accompagné plusieurs projets de familles autour de démarches liées à l'habitat :

- Une démarche pour un raccordement à l'eau, avec un prêt Fondation Abbé Pierre
- L'aide au financement de l'extension d'une maison par un montage financier type prêt social avec la fondation Abbé Pierre
- Un raccordement électrique d'un terrain + chalet est en cours d'instruction
- Nous avons également accompagné 2 familles locataires dans des démarches de lutte contre l'insalubrité en partenariat avec les services des mairies concernées.

Habitat COLLECTIF

- **Raccordements Electriques** : Nous avons réalisé 2 accompagnements à l'électricité pour des groupes familiaux. Un projet a pu aboutir grâce au concours des services de la Sous-Préfecture et de la CDC concernée. Il a permis de raccorder pour l'hiver un groupe familial à Preignac. L'autre projet n'a pu aboutir car le terrain sur lequel est installé la famille à Virelade n'est pas desservi en réseau électrique.
- **Révision du schéma départemental d'accueil des gens du voyage** Dans le cadre de la révision du schéma, nous avons fait remonter les situations de familles sédentarisées qui nécessitent la mise en place d'un projet collectif d'habitat :

-Un pré diagnostic a été réalisé sur l'aire d'accueil de Toulence. Il pourrait aboutir à la création d'un projet d'habitat adapté pour les familles sédentarisées sur l'aire d'accueil.

-Dans le cadre d'un projet de résorption de l'habitat insalubre, en partenariat avec la Mairie de St Pierre de Mons, la CDC Sud Gironde, Aquitanis et le CATHS, un diagnostic social des besoins des familles a été réalisé dans la perspective d'un relogement provisoire en 2019.

-Projet de terrain familial à Portets : Un projet de terrain familial à Portets est en cours. Il permettra de reloger une partie des familles qui sont présentes sur le chemin. Nous avons accompagné techniquement la CDC Convergences Garonne en 2018 pour la réalisation de ce projet.

Focus sur la situation des familles roumaines à Podensac

Le centre social ADAV33 Sud Gironde travaille depuis maintenant 2 ans auprès de familles de nationalité Roumaine, de culture Rom. Une vingtaine de familles vit ainsi principalement installées à Podensac, depuis à peu près un an et demi. Elles occupent un terrain appartenant à la CDC Convergences Garonne sans autorisation préalable. Jusqu'à présent ces familles vivaient sur le terrain d'un particulier à Gabarnac jusqu'à ce qu'elles en soient expulsées par le propriétaire.

Nous avons rencontré ces personnes par l'intermédiaire de l'élection de domicile. Les familles en ont particulièrement besoin pour pouvoir faire valoir leur droit au travail puis, pour certaines d'entre elles, faire valoir leurs droits sociaux.



Ce groupe familial installé à Podensac est originaire de la Province de Bacau à l'Est de la Roumanie. C'est une région très rurale et très pauvre de la Roumanie où il y a peu de travail et de développement économique et où les familles de culture rom sont souvent discriminées par rapport à leur appartenance ethnique. Les familles vivent alors dans de très mauvaises conditions et elles ont tout à gagner à partir travailler dans les pays d'Europe du Sud qui sont plus riches.

Les familles Roms viennent donc principalement en France pour des raisons économiques et sociales. Cette forme de migration économique entraîne une sédentarisation pour certains qui vivent en France à l'année et, pour d'autres, un mouvement pendulaire marqué par la saisonnalité du travail. Ces familles travaillent essentiellement dans deux secteurs. Le principal est la viticulture, certains hommes travaillent également dans les métiers du bâtiment dans tous les corps de métier. De la récupération de métaux est également observée. Pour ce groupe familial, il n'y a pas d'activités de mendicité comme on peut retrouver dans les grandes villes françaises comme Paris, Nantes ou Bordeaux par exemple.

Pour la plupart ils ne parlent pas ou très peu français. Leur mode de vie est plutôt communautaire du fait de la barrière de la langue et d'une identité culturelle assez forte qui tranche parfois avec les repères et normes sociales de la société française. L'installation à Podensac est un choix par défaut pour ces familles.



Le terrain de Podensac avril 2018

Progressivement, nous observons une augmentation des familles présentes sur le site; on en

Focus sur la situation des familles roumaines à Podensac

dénombre une vingtaine aujourd'hui. Chaque famille arrivante construit une baraque faite de matériaux de récupération ce qui fait de ce lieu un bidonville au cœur du territoire sud Girondin.

Sur le terrain de Podensac, il n'y a ni eau, ni électricité, ni ramassage des ordures ménagères. En 2018, nous avons été alertés par les services de l'ARS qui ont diagnostiqué pour un enfant hospitalisé, une intoxication au plomb (Saturnisme). Nous avons accompagné un technicien de l'ARS sur place afin de trouver la cause de cette intoxication.

Nous avons pu ainsi isoler que leur approvisionnement en eau était non consommable ce qui entraînait également beaucoup de cas d'intoxication alimentaire. Par l'intermédiaire de la Communauté de Communes Convergences Garonne, nous avons pu identifier deux approvisionnements d'eau potable (Podensac et Cadillac) qui sont aujourd'hui mis à disposition de ces familles et réduisent sensiblement les risques sanitaires.

Les familles roumaines présentes sur le site souhaitent y rester et s'y installer malgré les mauvaises conditions de vie qui sont les leurs. Elles souhaiteraient avoir accès à l'eau et l'électricité et ont dans ce sens enclenché des démarches auprès du Maire de la Commune qui n'ont pas abouti pour l'instant.

Il est clair que l'installation de ces familles en Sud Gironde questionne les acteurs du territoire qu'ils soient élus, enseignants, travailleurs sociaux ou bien représentants de l'Etat. Les demandes de ces familles sont nombreuses, cours de français, scola-

risation des enfants, accès aux droits sociaux, amélioration de leurs conditions de vie.

Autant de demandes qui nécessitent un positionnement partagé des grands acteurs de ce territoire. Les questions d'accueil des roms étaient jusqu'ici réservées aux grandes métropoles françaises et aujourd'hui nous observons qu'elles se déplacent à la périphérie des métropoles. Quel projet d'accueil construire pour ces populations et avec quels moyens ?

Autant de questions qui émergent aujourd'hui et qui commencent à être partagées lors de temps de travail, notamment autour des thématiques de l'insertion sociale et professionnelle ou bien de la scolarité des enfants.

La Rougeole

Quelques mots de romani collectés par une stagiaire monitrice éducatrice :

Bonjour : Bunasiva/ Alo

Merci : Multumesc

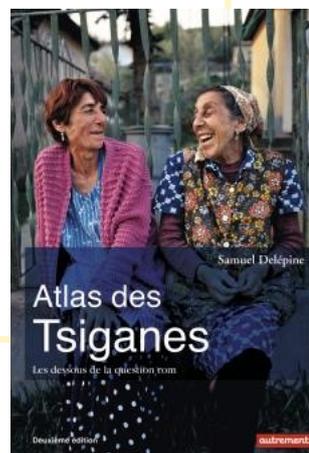
Bonne journée : Ziu bună

Où habites tu : Undestai

Ça va, c'est bien :
Michito

Les enfants : Tchavé

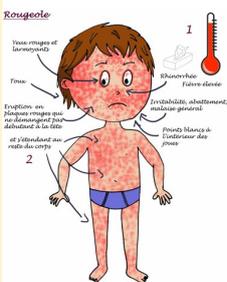
Pour aller plus loin
Atlas des tsiganes éd
Autrement



La Rougeole ? C'est comme la Varicelle, c'est ça ? C'est juste des boutons, ce n'est pas grave !

En ce début d'année 2018, lorsque l'Assistante Sociale et l'Educateur Spécialisé du Centre Social de l'ADAV33 se rendent sur le Chemin des Limites à Castres, ils ont prévu de questionner les familles sur la Rougeole. En effet, l'ARS a contacté l'association pour signaler que plusieurs cas de rougeole avaient été diagnostiqués en Gironde et particulièrement auprès de certaines familles gens du voyage. Le Centre Social a donc été amené à participer activement à la prévention, à l'information, au dépistage en direction des familles, en réseau avec les partenaires (ARS, Santé Publique France, service de PMI du Département, médecins généralistes et le réseau associatif FNASAT-Gens du Voyage).

Sur le Chemin des Limites, malgré plusieurs visites de prévention où l'accent est mis sur l'importance de la vaccination, l'épidémie est bien là. Ce sont surtout les adultes de plus de 25 ans qui sont touchés car les enfants ont été plutôt bien vaccinés. Rapidement, on compte plus d'une dizaine de cas.

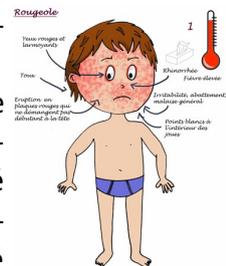


Et lorsqu'un 1^{er} adulte est hospitalisé suite à des complications liées à la maladie, c'est un peu la panique ! Tout le monde souhaite se faire vacciner rapidement.

L'Educateur Spécialisé contacte alors le médecin généraliste de la commune et la Pharmacie et convient d'une journée pour vacciner les personnes volontaires.

Une salle est alors mise à disposition par la commune dans les locaux de la mairie : cinq personnes viennent alors se faire vacciner ; les autres se sont rendus par eux-mêmes chez leur médecin référent.

Angéline Leao



Santé des gens du Voyage : Une étude Régionale

Notre association est impliquée dans une étude régionale en partenariat avec l'ARS Nouvelle Aquitaine et la fédération FNASAT. Cette étude a permis d'aller vers quelques familles gens du voyage du territoire pour recueillir leurs représentations et besoins concernant leur santé. Nous sommes également intervenus en Lot et Garonne pour aider ce territoire à construire l'étude, faute d'association spécialisée en Lot et Garonne.

Cette démarche permettra d'affiner quels sont les besoins en Santé publique spécifiques à ces populations pour décliner au mieux une offre de médiations Santé portée par l'ARS et déclinée sur le territoire Nouvelle Aquitaine.

Collège, CNED ou instruction en famille ?

La relation entre les familles des gens du voyage et le collège est complexe et mouvante. Itinérance, mais aussi peur de l'acculturation, de la violence, de la drogue ou de contenus de cours qu'ils jugent non adaptés à leurs enfants, toutes ces raisons font qu'un grand nombre de familles préfèrent faire appel aux cours par correspondance pour scolariser leurs enfants à domicile et non au collège.

Depuis la rentrée scolaire 2018, l'Inspection Académique de la Gironde a souhaité se mettre davantage en conformité avec les orientations des politiques éducatives françaises concernant l'attribution du CNED. Ces orientations favorisent ainsi la scolarité au collège comme mode de scolarité central, même si les familles sont itinérantes. Il est même possible d'organiser une double inscription CNED / collège qui permette aux enfants d'aller au collège en période de non itinérance.

L'inspection académique de Gironde a donc décidé d'accorder l'inscription gratuite au CNED uniquement aux familles itinérantes à l'année ou en partie. Ce critère figurait déjà dans les dossiers d'inscription au CNED mais n'était pas forcément appliqué à la lettre. Les familles doivent maintenant prouver leur itinérance à l'aide de justificatifs. Lorsqu'ils ne disposent pas d'éléments prouvant leur itinérance, qu'ils sont dans une situation de sédentarisation ou de faible itinérance estivale ou qu'ils ne souhaitent pas scolariser leurs enfants au collège, ils peuvent alors acheter les cours au CNED et déclarer à l'Inspection Académique l'instruction en famille de leurs

enfants. Ils font malgré tout l'objet d'un contrôle des apprentissages de leurs enfants par l'Académie. Ce mode de scolarité a augmenté fortement cette année.

Un tiers de ces demandes a fait suite à un refus de l'Inspection Académique concernant une inscription réglementée et donc gratuite. Une orientation au collège peut être proposée avec des propositions d'aménagement, favorisant l'inclusion de ces élèves si les résultats scolaires sont insuffisants.

Ces nouvelles orientations génèrent des craintes et des résistances de la part de certaines familles qui avaient inscrit leurs enfants par le biais du CNED depuis déjà plusieurs années au détriment d'une scolarisation au collège.



Pour le Sud Gironde, nous essayons d'accompagner les familles vers une évolution de la scolarité de leurs enfants et une augmentation de la scolarité au collège. Des réunions ont été programmées avec les collèges de Langon et de Cadaujac afin de créer des conditions favorables à la scolarisation d'enfants qui ont souvent des problématiques d'inclusion scolaire.

Il est alors important de créer des conditions d'accueil favorables en pensant des scolarités aménagées, des temps d'accueil privilégiés des familles ou bien la création d'une équipe dédiée à l'accueil des enfants du voyage.

Romain David

L'ACTIVITE 2018 : Accès aux loisirs

L'ALSH / Espace jeunes

Après une période de carence pour le centre social liée à la maladie longue durée de Virginie Chatel, notre animatrice, nous avons repris en septembre 2018 le partenariat avec la Communauté de Communes Sud Gironde. C'est Léa Léglise, en contrat d'apprentissage Educateur spécialisé qui intervient à l'Espace jeunes les mercredis et vacances scolaires quand elle n'est pas en formation.

Vacances Familiales CAF VACAF

Les familles utilisatrices du centre social sont également demandeuses pour partir en vacances en familles avec le dispositif VACAF. Ce dispositif permet l'accès à des campings ou résidences vacances à des tarifs très abordables. En 2018, nous avons accompagné 16 demandes de familles pour 2018. Au final, 6 familles ont réussi à partir avec ce dispositif. Certaines ont annulé car elles n'ont pas trouvé le lieu qui leur convenait, c'était déjà complet.



PERSPECTIVES 2019

- **St Pierre de Mons** Participer à la démarche diagnostic pour le relogement des familles stationnant en bord de Garonne à l'Aubarède
- Finaliser l'aménagement **de nos locaux à Toulence** pour y implanter le centre social
- Participer à la construction d'une **plateforme illettrisme en Sud Gironde**
- **Portets** : Participer au projet de relogement à terme des familles stationnant à Castres Gironde sur le projet ETAP'S de Portets.
- Favoriser l'émergence d'un **réseau social d'alimentation solidaire en Sud Gironde**

Rapport d'activités rédigé en mai 2019

Comité de rédaction du rapport d'activités

Hélène Beaupère, Fabrice Lantoine, Christophe Carreno, Angelina Leao, Romain David, Alain Llonin